



## Discours inaugural de la 9<sup>e</sup> journée d'études de l'ANDC.CIO

Vendredi 6 décembre 2013 – Paris

Avant d'inaugurer cette journée d'études, je souhaite rendre hommage à deux personnalités qui ont quitté beaucoup trop tôt, et avec lesquelles nous avons eu beaucoup de plaisir à travailler :

Vincent MERLE, professeur au CNAM, président d'Aquitaine Cap Métiers et président de l'association nationale des CARIF-OREF.

Thierry BOY, chargé d'enseignement et de recherches à l'INETOP et co-auteur d'un récent ouvrage sur le conseil en orientation scolaire et professionnelle.

Nos pensées vont à leur famille et à leurs proches.

A travers nos journées d'études, nous souhaitons exprimer la double vocation de l'ANDC.CIO, qui nous conduit à nous pencher sur des sujets qui interrogent les différentes dimensions de l'orientation, et qui puissent nous permettre d'une part de réfléchir au sens de notre action, nous qui sommes – comme beaucoup d'autres- en permanence « le nez sur le guidon », et d'autre part d'engager une réflexion collective précisément dans les différentes dimensions que suppose l'orientation.

Mais notre association a également vocation à mener une réflexion sur nous-mêmes, sur la spécificité de notre métier et sur son devenir, tel que nous l'envisageons et tel qu'il est envisagé par nos partenaires et par les décideurs politiques.

C'est la raison pour laquelle nous avons choisi cette année de nous centrer sur **les évolutions du métier de directeur de CIO**, après avoir choisi l'an dernier le thème de la culture sociale, économique et professionnelle.

Le choix de ce sujet n'a pas été uniquement dicté par ce principe d'alternance dans la double vocation de notre association. En effet, il nous est apparu qu'il y avait aujourd'hui une conjonction de quatre facteurs qui impactent singulièrement notre métier :

**1 - La refondation de l'école**, dans laquelle, inéluctablement, figure la question de l'orientation. Nous aurions aimé que les changements concernant nos services, induits par cette refondation, figurent dans la loi. Cela n'a pas été le cas, et une certain nombre d'hésitations, d'inquiétudes parfois légitimes et souvent corporatistes ont finalement décalé ce sujet dans un premier temps sur la loi portant sur la décentralisation, et finalement probablement dans celle portant sur la formation professionnelle. Pour autant, je le répète, l'orientation restera bien un sujet majeur de la refondation de l'école.

**2 - La mise en place du SPRO**, avec la question centrale des conventions entre recteurs et présidents de région qui fixera les modalités de la participation de nos services. Or, les directrices et directeurs de CIO devront jouer un rôle majeur dans la mise en œuvre au niveau local des conventions passées au niveau académique. Cela nécessite une réelle réflexion sur nos missions, dans un contexte qui évolue rapidement : ainsi, nous étions dans une phase d'expérimentation au sein de huit régions, qui est aujourd'hui une phase de préfiguration de la loi. Cela n'est pas neutre : lorsqu'on expérimente, on peut résumer la situation en disant que tout ce qui n'est pas interdit est autorisé. Lorsqu'on est dans une préfiguration, c'est le contraire : tout ce qui n'est pas autorisé est interdit.

**3 - La réflexion sur la rénovation de la fonction publique**, avec un focus particulier sur la carrière, le recrutement, les modes de rémunération des cadres. Dans ce registre, les directrices et directeurs de CIO sont un exemple emblématique de l'absurdité d'un système obsolète, en décalage complet avec la réalité du terrain et qui est aujourd'hui dans l'impasse. Nous ne sommes pas les seuls à le dénoncer, les deux rapports de l'Inspection Générale de 2005 et 2013 rejoignent nos analyses.

**4 - La mise en place de la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire**, qui est une préoccupation majeure à la fois de l'Etat et des Régions, et à propos de laquelle les directrices et directeurs ont prouvé, depuis plusieurs années, leur engagement et leurs compétences.

Nous n'avons donc jamais eu autant de facteurs simultanés qui conduisent à l'urgence d'une rénovation des différents aspects de notre métier, d'autant que les témoignages qui nous parviennent des différentes académies montrent à quel point les missions réellement confiées aux directrices et directeurs de CIO vont bien au-delà des textes sur notre statut.

Je remercie vivement M. Jean-Pierre BELLIER, Inspecteur Général, M. François BONNEAU, président de la région centre, M. Jérôme BURGUIERE, directeur d'Aquitaine Cap Métiers et M. Henri VERNERET, directeur des CIO de Saint-Etienne et de Firminy et président de l'association académique des DCIO en Rhône Alpes (ADCIORA) d'avoir bien voulu participer à nos travaux et de nous faire part de leurs analyses et témoignages.

Bonne journée à tous,

Yvan SOULELIAC  
Président de l'ANDCIO



*Jean-Pierre BELLIER, Yvan SOULELIAC*



*Jérôme BURGUIERE, François BONNEAU, Henri VERNERET*